



## SOMMAIRE

- 1ère Conférence de presse de Mme Margaret Vogt avec la presse nationale
- Les centrafricaines marchent contre Joseph Koni et Baba Laddé
- La délégation de la RCA au 19ème pré-sommet de la GIMAC
- Actualités politiques
- Lancement le 15 Mars de 5 nouvelles chaînes thématiques à la Télé nationale
- Activités SNU

## Mme Margaret Vogt en conférence de presse avec les professionnels des médias



### Assistance lors de la conférence de presse

Pour discuter avec les médias nationaux et internationaux du dernier Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation en RCA et les activités du BINUCA ainsi que des actions des Nations Unies en Centrafrique, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique, Chef du BINUCA, Mme Margaret Vogt a animé le 09 Février une conférence de presse à la salle de conférence du BINUCA.

Cette première rencontre avec la presse nationale a porté, entre autres, sur le dernier Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation en RCA et les activités du BINUCA présenté le 14 Décembre à New York, le mandat du BINUCA prorogé en RCA, l'appui des Nations Unies pour la réussite du processus du DDR et la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS), la caravane de la paix dans la Haute Kotto, la Vakaga et le Bamingui-Bangoran et les mesures mises en place pour le suivi des engagements pris. Il a aussi été question durant cette conférence de presse de la situation sécuritaire et la protection de la femme et des enfants en RCA.

Selon Mme Vogt dans ses propos liminaires, « depuis mon arrivée à Bangui j'ai eu l'honneur de présenter deux Rapports du Secrétaire général sur la situation en RCA au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Le dernier date de Novembre 2011. Aux termes de cette session, les membres du conseil ont adopté une résolution le 21 Décembre où celle-ci confiait au BINUCA, entre autres, les tâches suivantes d'assurer la coordination de l'équipe des Nations Unies, d'apporter un appui à la réconciliation nationale, au renforcement des institutions démocratiques, à la réforme électorale, au processus du DDR ainsi qu'à la RSS. Nous sommes aussi ici pour apporter un appui au renforcement de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire centrafricain, pour coordonner en RCA les efforts des partenaires internationaux visant à lutter contre la LRA. Nous entendons poursuivre notre soutien à votre pays dans ses efforts pour la consolidation de la Paix. L'implication des médias dans la promotion de la Paix sociale et la stabilité est très importante ».

Durant une heure d'horloge, la RSSG, assistée des chefs de sections de la mission, a donné des explications claires aux journalistes à propos des derniers événements survenus en RCA et ailleurs, auxquels Mme Vogt a pris une part active conformément au mandat du BINUCA. Surfant sur l'actualité, les journalistes ont voulu savoir la position de l'ONU concernant les exactions des rébellions étrangères en RCA, à savoir, la LRA et le FPR de Joseph Kony et de Baba Laddé. Au cours de la conférence, Mme Vogt a permis à certains chefs de sections d'intervenir sur des sujets précis relevant de leurs domaines d'activités. Ainsi Mme Gladys Teni Atinga conseillère Genre du BINUCA a mis en exergue les efforts faits pour l'amélioration des conditions de vie de la Femme et des Enfants en Centrafrique. Elle a aussi cité les exemples d'appui en faveur des organisations des Femmes en Centrafrique et de la société civile pour l'égalité du Genre.

La conférence de presse a pris fin par le message de Mme Vogt à l'endroit de la presse centrafricaine saluant le dynamisme de celle-ci dans le processus de la consolidation de la paix et a souhaité que cet effort soit maintenu pour le renforcement de la culture de la paix et l'Etat de Droit en RCA. Une conférence de presse mensuelle a été décidée par la RSSG pour lui permettre de mieux expliquer les actions de l'ONU en RCA.

BN

## Les centrafricaines marchent contre la présence et les exactions de Joseph Koni et de Baba Laddé



**Femmes marchant contre Baba Laddé et Joseph Koni**

**Le tout Bangui religieux, politique (de la majorité présidentielle) et scolaire du fondamental 1 et 2 s'est joint à la société civile le 09 Février pour participer à la marche de soutien à la paix et à l'exclusion définitive du territoire national centrafricain des bandits et criminels sans foi ni lois représentés par Joseph Koni de la LRA et Baba Laddé du FPR.**

Cette marche organisée par l'organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA) s'inscrit dans le cadre du soutien aux opérations militaires menées par les Forces Armées Centrafricaine en partenariat avec les Forces Armées nationales tchadiennes (FANT) pour bouter hors de la RCA les ennemis du peuple. Selon Mme Marguerite Kofio, Présidente de l'OFCA, « nous marchons pour marquer la souveraineté de notre pays et pour dénoncer la présence de Baba Laddé et celle de Joseph Koni ainsi que de leurs hommes et de toutes les autres forces de rébellion qui se trouvent sur le territoire centrafricain. Ensemble nous disons non à ces bandits de grands chemins qui nous ont pris en otages ».

Venues des quatre coins de Bangui tôt matin, plus de 2.000 femmes se sont retrouvées à la place de la République. Après le défilé contre ces « criminels » en présence de la Ministre des Affaires Sociales Mme Pétrou Koni Zézé sous les rythmes de la fanfare de l'église kibanguiste, les femmes ont remis au Palais présidentiel un mémorandum à l'intention du Président de la République François Bozizé via le Secrétaire général du Gouvernement.

Sur les différentes pancartes et banderoles tenues par les élèves, étudiantes, centrales syndicales et société civile on pouvait lire, entre autres, « non à Baba Ladé et aux Tongo

-Tongo, nous ne voulons plus de Joseph Kony et Baba Ladé sur notre territoire », « nous sommes contre une prise d'otage de notre territoire par des étrangers sans foi ni loi ».

Selon certains marcheurs qui ont accompagnés les dames, « la patience à ses limites, trop c'est trop. C'est une marche revendicative pour exiger le départ pure et simple de ces malfrats qui pillent, tuent, violent et volent les paisibles citoyens centrafricains. Le pays devrait se lever comme un seul homme pour chasser ces rebelles tchadien et ougandais ». En marge du défilé, une étudiante ressortissante d'une région concernée déclare, « les rebellions étrangers ne doivent pas rester en Centrafrique. Ils doivent rentrer chez eux et nous laisser en paix vaguer à nos occupations. Nous ne pouvons plus aller voir nos parents qui sont en province. Au village les parents ne peuvent plus cultiver, ils sont obligés de quitter notre village à cause de ces bandits de grands chemins, trop c'est trop ».

Pour Mme Marguerite Pétroukoni Zézé, Ministre des affaires sociales, « la ville de Bangui vit dans la quiétude par rapport à plusieurs villes de certaines provinces en proie à une insécurité grandissante. Cette marche témoigne de la bonne volonté des centrafricains à contribuer à la consolidation de la paix ». De son côté M. Albert Besse, Ministre et Secrétaire Général du Gouvernement a déclaré que « le gouvernement est surpris par ce geste spontané initié par l'Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA). Il s'agit d'un amour engagé par ces marcheurs pour leur pays. Le soutien n'est pas seulement pour les FACA mais aussi pour le gouvernement qui se bat pour un retour durable de la paix sur son territoire. Une manière de redonner confiance aux populations affectées par les exactions de ces rebelles étrangers ».

Pour mémoire, une attaque conjointe FACA-FANT a été menée le 23 janvier dernier contre les bases de Baba Ladé de Ouandago et Gondava, localités proches de Kaga Bandoro dans la Préfecture de la Nana-Gribizi. Suite à cette attaque, les deux bases de Baba Laddé ont été détruites et ses éléments mis en déroute.

Pour ce qui est de la lutte contre la LRA, l'Union Africaine et les Nations Unies ont réalisé début Janvier 2012 une tournée sur la question auprès de la RCA, du Soudan, de l'Ouganda et de la RDC. Des soldats américains sont actuellement déployés sur le terrain à Obo dans la Préfecture du Haut Mbomou et travaillent en collaboration avec l'armée centrafricaine et ougandaise.

G.T.A

## La délégation de la Centrafrique au 19<sup>ème</sup> pré-sommet de la GIMAC



**Une délégation de la République Centrafricaine a participé à la réunion consultative du 19<sup>ème</sup> Pré-Sommet sur l'intégration du Genre dans l'Union Africaine (25-26 Janvier 2012)**

Le 19<sup>e</sup> Pré-Sommet consultatif sur l'Intégration du Genre dans l'Union Africaine, organisé par « Gender Equity Is My Agenda Campaign » (GIMAC), en marge du 18<sup>ème</sup> Sommet de l'Union Africaine, qui s'est tenu à Addis Abeba (Ethiopie), du 24 au 26 janvier 2012, a enregistré la participation d'une délégation de la République Centrafricaine. grâce aux efforts conjugués du Bureau Intégré des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix en République Centrafricaine (BINUCA) et du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA).

La Délégation de la République centrafricaine, conduite par Madame Margaret VOGT, Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies en Centrafrique, Chef du BINUCA, était composée de :

- Madame Catherine SAMBA-PANZA, Membre du Comité Consultatif des Femmes Leaders Centrafricaines, Chef d'Entreprise ;
- Madame Marcelle GOTCHIANGA, Secrétaire Générale de l'OFCA et ;
- Madame Gladys Teni Atinga, Conseillère Genre du BINUCA.

Ce Pré-Sommet a été une opportunité inespérée pour la délégation de faire un plaidoyer en faveur de la République Centrafricaine en présentant la situation précaire des populations suite aux conflits récurrents qui ont secoué ce pays depuis une vingtaine d'années, en sensibilisant les différents membres du Réseau GIMAC sur les questions qui touchent particulièrement les femmes et les enfants en matière de paix et de sécurité en République Centrafricaine. Les membres de la délégation ont lancé un appel en direction des partenaires et bailleurs présents à cette rencontre et les ont appelé à manifester leur solidarité envers les populations concernées.

La rencontre a aussi permis de discuter des initiatives des réseaux des organisations de la société civile (OSC) plaidant pour la mise en œuvre du principe de parité et la prise en compte du genre dans les politiques et pratiques de l'Union Africaine et ses États membres.

Les différents points discutés lors de ces assises étaient :

- L'intégration Economique Régionale et le Commerce Intra-Africain,
- Le Genre et le changement climatique ;
- Les crises alimentaires, énergétiques et financières (3F) ;

### Assistance à Addis Abeba

conflits et post-conflits et ;  
Analyse du niveau de mise en œuvre de la Déclaration Solennelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique.

Des recommandations issues des discussions, on retiendra :

- une sensibilisation accrue des organisations féminines de bases et des organisations membres sur la priorité de l'intégration du genre et les activités du GIMAC ;
- un renforcement des partenariats avec et entre les organisations des femmes à tous les niveaux et ;
- une plus grande solidarité entre les organisations des femmes sur les questions du Genre liées aux violences faites aux femmes, aux femmes dans les conflits et à l'autonomisation économique des femmes.

Par ailleurs, lors de ce Pré-sommet, Mme Margaret VOGT a exposé le travail important accompli par les Nations Unies et les contraintes rencontrées sur le terrain en Centrafrique. Elle a ensuite été appuyée par les autres membres de la Délégation qui ont mis l'accent sur le manque de visibilité de la République Centrafricaine et de la situation des femmes centrafricaines sur l'échiquier régional africain et international.

Les objectifs de ce plaidoyer étaient de développer un intérêt et une prise de conscience des partenaires et des organisations féminines africaines sur les problèmes touchant les femmes Centrafricaines, leurs attentes, leurs défis et leurs besoins et d'obtenir un élan de solidarité pour un soutien conséquent aux femmes Centrafricaines.

Suite à ce plaidoyer, le 19<sup>ème</sup> Pré-Sommet GIMAC a décidé de dépêcher à Bangui une mission composée de personnalités féminines avec pour mission de :

- Promouvoir la formation des Plates-formes de plaidoyer durables dans le but de renforcer les mouvements et la transformation des vies dans le pays;
- Assurer une meilleure compréhension des problèmes qui concernent les femmes en RCA et concevoir des stratégies d'appui aux femmes travaillant dans les pays de crise et de transition;
- Améliorer la collaboration des parties prenantes sur les moyens de soutien des femmes de manière coordonnée et structurée;
- Faire montre de solidarité et identifier les domaines clés de soutien aux femmes et ;
- Faire participer les femmes centrafricaines, à l'instar des autres femmes d'Afrique ou d'ailleurs aux grandes rencontres régionales et internationales.

**G.T.A**

## RCA: Actualités Politiques

## 3 nouveaux Ambassadeurs accrédités en Centrafrique



**3 nouveaux Ambassadeurs accrédités en Centrafrique ont présenté le 03 Février au Chef de l'Etat François Bozizé les lettres de créances les accréditant en RCA. Il s'agit des Ambassadeurs Moustapha du**

Royaume du Maroc, Mahamat du Tchad, Manuel de la Guinée Equatoriale tous avec résidence à Bangui. Après la réception des lettres de créance le Chef de l'Etat a reçu chacun des diplomates pour parler de l'Etat de la coopération bilatérale.

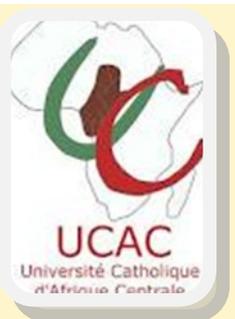
La 15<sup>ème</sup> mission médicale chinoise bientôt en Centrafrique

**Signature le 06 Février de la convention de coopération sanitaire entre la RCA et la Chine.**

Ces documents ont été paraphés par le Ministre de la Santé Jean Michel Mandaba et l'Ambassadeur de Chine en

RCA M. Chao. Ce dernier en prenant la parole a rappelé que c'est depuis 1998 que la Chine à travers sa mission médicale exerce en RCA. Le Ministre de la Santé s'est dit heureux de présider cette cérémonie qui autorise la 15<sup>ème</sup> mission médicale chinoise en Centrafrique.

## L' Université Catholique d'Afrique centrale dans l'agronomie en Centrafrique



**Signature le 09 Février d'un Accord Cadre entre la RCA et l'Université Catholique d'Afrique centrale en vue de l'implantation en Centrafrique de l'Institut Supérieur d'Agronomie**

**d'Afrique (ISAC).**

Les documents ont été paraphés côtés Université Catholique d'Afrique centrale par le Recteur de ladite institution Richard Philakota, le Président de la Conférence épiscopale de Centrafrique Mgr Edouard Mathos et côté Gouvernement centrafricain par le Ministre d'Etat à l'Enseignement Supérieur M. Jean Wily-biro Sacko, la Ministre Déléguée à la Coopération internationale Mme Dorothee Malenzapa et le Ministre du Développement Rural M. Fidèle Gouandjika. Selon Mgr Mathos ce projet commun des Evêques de l'Association des Conférences épiscopales d'Afrique centrale a pour but de former les cadres compétents de la sous-région dans le domaine de l'agronomie.

## Le NDI a accompagné les élections en Centrafrique



**Le National Démocratique Institute (NDI) et l'Observatoire National des Elections (ONE) étaient face à la presse le 22 Février au Centre Culturel Martin Luther King de Bangui.**

Après l'ouverture des travaux par l'Ambassadeur des Etats Unis Lawrence Wholers, le bilan du NDI en Centrafrique a été présenté suivi de la présentation du Coordonnateur de l'ONE M. Fulgence Zeneth. Ce dernier a dans sa présentation révélé une collaboration satisfaisante entre son institution et le NDI. Cette collaboration concerne le processus électoral et la gouvernance locale à travers la sensibilisation et l'éducation civique des citoyens sur la décentralisation.

Selon l'Ambassadeur Wohlers, « *le projet NDI a duré 2 ans en RCA. Ce projet a accompagné les centrafricains dans le processus électoral et de la décentralisation. Il a agi au niveau de la formation, de l'éducation civique, des spots et des pièces théâtrales et de la création de l'ONE* ». Pour M. Zeneth, « *quand nous faisons le tour lors de la sensibilisation, certaines autorités n'avaient même pas connaissance de la loi portant découpage en région qui existe depuis 1996. En plus de vulgariser cette loi, nous distribuons aussi les copies de la nouvelle loi sur l'organisation et le fonctionnement des collectivités territoriales en les expliquant* ».

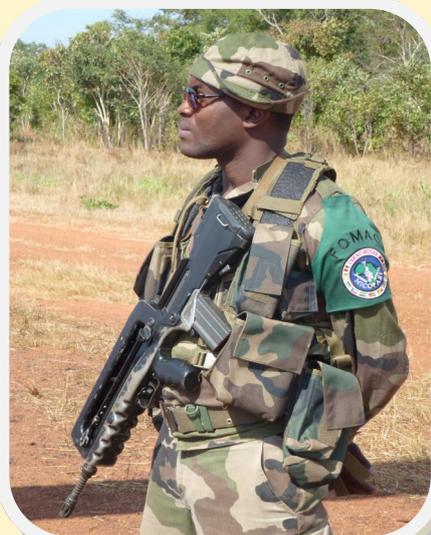
Le Directeur résident du NDI et le Coordonnateur de l'ONE ont ensuite été reçus le lendemain par le Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation M. Josué Binoua sur le compte rendu des activités conjointes menées en faveur de la décentralisation durant 6 mois. Selon le Directeur résident du NDI, « nous sommes venus rendre compte des activités menées avec notre partenaire ONE lors de ce programme qui est arrivé à terme. Nous avons aussi parlé de la possibilité de la mise en place d'un cadre juridique devant soutenir cette réforme ».

## RCA: Actualités Politiques

## L' Union Européenne octroie 14 millions pour consolider la paix en RCA

**14 millions d'euros, c'est la somme annoncée le 28 Février par l'Union Européenne (UE) pour le renforcement de la mission de la paix en Centrafrique.**

Selon le communiqué, cette somme servira à appuyer la Mission de consolidation de la paix en République centrafricaine (MICOPAX), déployée depuis 2008 dans les zones d'instabilité de Paoua, Kaga-Bandoro, et Ndélé, pour la surveillance du territoire et contribuer au dialogue entre les ex-mouvements rebelles et le gouvernement.



**Force de la MICOPAX lors de la caravane de la Paix à Tiringoulou**

Ce nouveau soutien va permettre, entre autres, de payer le personnel civil de la MICOPAX, à l'achat de vivres pour les populations et à son transport, ainsi qu'à la formation de la police locale.

Selon le Commissaire européen au Développement Andris Piebalgs, « la situation en République Centrafricaine reste particulièrement fragile et mérite une attention soutenue de la part de la communauté internationale. A travers son soutien à la force de paix, l'UE travaille avec ses partenaires africains pour garantir la stabilisation du pays. C'est la condition indispensable au développement de la RCA ».

Forte de 550 hommes dont 400 militaires et 150 policiers, la MICOPAX joue un rôle clé pour la protection des populations civiles ainsi que la poursuite du dialogue politique entre l'ensemble des forces vives du pays (pouvoirs publics, opposition démocratique, société civile, majorité présidentielle). La MICOPAX soutient également le désarmement, la démobilisation et la réintégration des anciens combattants.

Depuis le 1er janvier 2009, sous la responsabilité de la Commission économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), la MICOPAX est dotée d'un nouveau mandat qui intègre la sécurité intérieure. Elle a pour mission de contribuer à la consolidation du climat de paix et de stabilité, d'aider au respect des droits de l'homme et de faciliter l'accès à l'aide humanitaire.

## Centrafrique : la France donne 20 millions d'euros à la CEMAC

**20 millions d'Euros soit plus de 13 Milliards FCFA, c'est le montant de l'aide budgétaire global au titre de financement de la tranche 2011 en faveur de la CEMAC.**

Les documents ont été paraphés ce 23 Février par l'Ambassadeur de France en RCA M. Jean Pierre Vidon, côté français, et le Président de la Commission de la CEMAC M. Antoine Tsimi. Cette aide représente une contribution financière de l'Etat français au renforcement de l'intégration régionale des Etats membres de la CEMAC.

Selon un communiqué, « cet important appui financier qui fait suite à un premier versement de 30 millions d'euros fin 2010, a pour objectif de participer au financement des projets et programmes d'intégration régionale du Programme Economique Régional (PER). Comme le précédent, il sera mis en œuvre par l'AFD (l'Agence française de développement). 20% (des fonds) seront alloués à la commission de la CEMAC, aux fins de contribuer au financement des études de faisabilité des projets et au renforcement des capacités de la commission (et) 80% à la Banque de Développement des Etats d'Afrique Centrale (BDEAC), aux fins de consentir des prêts concessionnels et/ou des bonifications de taux d'intérêt mis en place pour le financement des projets intégrateurs inscrits au PER ».



**Siège de la CEMAC à Bangui**

Le PGD, 54<sup>ème</sup> parti politique centrafricain reconnu

**Ministre de la Santé Jean Michel Mandaba**

Le parti pour la Gouvernance Démocratique (PGD) de Jean Michel Mandaba est reconnu depuis le 22 février 2012 par le ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation. Dans un communiqué de presse rendu public, le président de la coordination de ce nouveau parti, Jean Michel Mandaba appelle ses militants à rester solidaires tout en se mobilisant pour une rentrée politique prochaine digne des aspirations de ce nouveau parti. Jean Michel Mandaba fut le Secrétaire Général du Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain (MLPC) de Martin Ziguélé. Il avait été exclu de ce parti en faisant son entrée au sein de l'actuel gouvernement centrafricain non reconnu par ledit MLPC, membre du FARE (Front pour l'Annulation et la Reprise des Elections).

**Rassemblés par OK**

## La communauté internationale appuie la lutte contre les rebelles de la LRA à Obo

**Le Préfet du Haut Mbomou M. Albert Magalé a présidé le 15 Février à Obo une réunion avec la mission du BINUCA et celle des Officiers américains basés à Obo en vue de débattre de la question sécuritaire dans le Haut Mbomou et des problèmes sociaux.**

Figuraient à l'ordre du jour l'absence des Maisons pénitentiaires et l'impossibilité pour les paysans de cultiver au-delà de 5 Km de la ville d'Obo à cause des éléments de la LRA de Joseph Koni. La réunion a connu la présence du Maire d'Obo et des autorités politiques et militaires de la localité.

Le 08 Février, c'était l'Ambassadeur des Etats Unis Lawrence Wholers qui a effectué le déplacement dans ladite localité et qui s'est entretenu avec les conseillers militaires américains. Selon les informations recueillies par radio Zéréda de la localité, cette mission de l'ambassadeur des Etats Unis a pour but « de constater la présence des éléments américains sur-place à Obo. Ce déplacement devait aussi lui permettre de s'assurer de la cohabitation entre ces militaires américains et les autres forces (centrafricaines et ougandaises), les relations avec la population et les autorités administratives et locales ». Au cours d'une réunion avec les autorités locales de la ville d'Obo, le diplomate américain a réitéré que « les forces américaines à Obo vont essentiellement donner des conseils techniques aux forces armées ougandaises et centrafricaines en



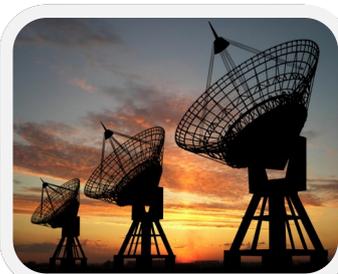
**Joseph Koni et ses hommes**

vue de permettre des interventions efficaces devant faciliter la neutralisation de la LRA ». Ces soldats font parti de ceux choisis en 2011 par les Etats Unis pour appuyer les pays africains touchés par les exactions de Joseph Kony et ses troupes.

Le 25 Février a eu lieu à Obo la remise du bâtiment construit par l'ONG COOPI sur financement de l'Union Européenne et qui servira de Centre d'écoute des victimes de la LRA. Selon le chef de projet de COOPI, « ce centre est un cadre qui permettra d'assurer la prise en charge psychologique des victimes de la LRA, car elles continuent souvent de garder les mauvais souvenirs des tortures vécus pendant la période de leur captivité ». Au cours de la cérémonie les bénéficiaires du bâtiment ont exposé des produits de couture et de menuiserie, qui est les résultats de l'appui de l'ONG COOPI dans le cadre de leur réinsertion au sein de la communauté. L'association des victimes de la LRA d'Obo compte à ce jour plus 250 personnes.

**O.K**

## Presse: Lancement le 15 Mars de 5 nouvelles chaînes thématiques à la télévision centrafricaine



**Le mois de Février a connu beaucoup d'évènements dans le paysage médiatique.**

Le 08 Février, l'Institut Panos Paris a procédé au lancement officiel de son Projet Média Indépendant pour la consolidation de la Démocratie (MID) 2012-2014 en RCA et à la présentation du rapport du Projet d'Appui aux Médias Centrafricains (PAMCA)

2009-2011. Cette rencontre a réuni le Président du Haut Conseil de la Communication (HCC), le représentant de Mme Vogt, les responsables et agents des médias publics et privés. Selon le Codonateur de l'Institut Panos Paris M. Pascal, « le Projet MID lancé par l'Institut Panos Paris en Centrafrique est le second projet après PAMCA. Ce nouveau projet fait suite à une évaluation faite du premier et qui a trouvé qu'il y a du travail à faire au niveau du cadre juridique pour tenir compte de l'évolution du contexte médiatique centrafricain. Nous pensons qu'un paysage médiatique encadré par un cadre juridique adapté peut contribuer à la consolidation de la Démocratie et de la Paix. Nous pensons de l'autre côté que des entreprises médiatiques bien gérées peuvent aussi permettre aux journalistes de mieux faire leur travail de veille et de chien de garde. C'est un défi qu'on lance par ce nouveau projet dans le secteur des médias ». Pour la Présidente de la Maison de la Presse et des Journalistes (MPJ) Mme Julie Ewango, « dans le cadre de l'accompagnement par l'Institut Panos Paris, la MPJ a en perspective de pérenniser les acquis du premier projet par le renforcement de capacités des professionnels des médias, mettre en place au sein de la MPJ une centrale d'achat des produits consommables et des équipements pour les organes de la presse écrite, Radio

et Télévision privées. Nous informons aussi de l'ouverture bientôt de notre foyer ». Ce Projet sera réalisé en partenariat avec la Maison de la Presse et des Journalistes (MPJ) et financé par l'Union Européenne, l'ONG Cordaid et l'Ambassade de France en RCA.

Le 10 Février, deux techniciens (un monteur-graphiste et un infographiste) de l'Institut Supérieur de Métier de l'Audiovisuel (ISMA) ont été reçus par le Ministre de la Communication Alfred Poloko. **L'entretien vise à faire le point sur la création de 5 nouvelles chaînes à la Télévision centrafricaine ainsi que la formation et le recrutement de journalistes.** Selon ces derniers, « nous sommes en RCA suite à l'invitation du Ministre centrafricain de la communication qui a bien voulu nous associer à un projet et nous a confié comme mission la réhabilitation de la charte graphique de la télévision nationale et la création de 5 nouvelles chaînes thématiques. Nous aurons à réaliser la charte graphique, à créer les génériques, les jingles pour les différentes émissions avec des animations qui puissent tenir les téléspectateurs ».

Le 24 Février le Ministre de la Communication a signé un Arrêté portant création de ces 5 Chaînes thématiques à la télévision centrafricaine. Il s'agit de TVCA Infos, TVCA Culture, TVCA Sport, TVCA Académie et TVCA Espace parlementaire. Le même jour le Ministre a pris une décision portant désignation des responsables des dites chaînes thématiques. Il s'agit de : M. David Gbanga pour TVCA Infos, M. Gervais Lakosso pour TVCA Culture, M. René Madéka pour TVCA Sport, M. Steve Denguadié pour TVCA Académie et M. Félicien Conseiller spécial du Président de l'Assemblée Nationale pour TVCA Espace parlementaire. Le lancement de ces 5 nouvelles chaînes est prévue le 15 Mars 2012 date marquant le 1<sup>er</sup> anniversaire de l'élection du Président de la République François Bozizé pour une deuxième mandat à la tête du pays.

**O.K**

## Contribution de la Francophonie pour la paix en RCA



Mme Vogt et  
M. Pierre  
Buyoya

**Porteur d'un message du Secrétaire général de la Francophonie, l'ancien Président Burundais Pierre Boyoya a été reçu en audience le 22 Février par le Chef de l'Etat François Bozizé.**

Selon M. Pierre Buyoya, « nous sommes porteurs d'un message du Secrétaire général de la Francophonie Abdou Diouf. Ce dernier nous a demandé de venir discuter avec les autorités

centrafricaines, le Chef de l'Etat en particulier, sur comment la francophonie pourrait continuer à soutenir le pays à faire face aux défis de la paix, de la réconciliation et de la démocratisation. Nous voulons à l'issue de cette discussion étudier les actions concrètes que nous pouvons entreprendre pour continuer à accompagner la Centrafrique dans la consolidation de la paix, de la démocratie et des Droits de l'Homme. Le contexte de ce pays est bien connu notamment ce qui s'est passé pendant les élections de l'année dernière. Il est impératif que nous puissions assainir le climat politique, petit à petit ramener tout le monde dans le jeu politique et dans le débat démocratique pour que la Centrafrique continue à évoluer. Lors des dernières discussions autour de la révision du Code électoral où nous avons écouté les uns et les autres, nous avons encouragé les centrafricains, le Gouvernement et l'opposition à approfondir les discussions pour que nous puissions cheminer de façon consensuelle vers les consultations électorales prochaines ».

Avant d'être reçu par le Chef de l'Etat M. Boyoya a été reçu tour à tour par le Ministre de l'Administration du Territoire, de la décentralisation, la Ministre en charge de la Coopération, ainsi que la Représentante Spéciale du SG des NU en RCA.

O.K

## Bruxelles et New York s'imprègne du processus du DDR en RCA

**Le Ministre Délégué en charge du DDR et de la JPN Xavier Sylvestre Yangongo a reçu en audience le 03 Février l'Ambassadeur de l'Union Européenne Guy Samzun accompagnant une mission en provenance de Bruxelles.**



Armes en destruction

qu'à son terme. Selon l'Ambassadeur de l'UE en Centrafrique M. Guy Samsun, « cette mission vient évaluer la situation politique, sécuritaire et économique d'une manière générale, mais sous un angle qui vise à vérifier et voir sous quelles conditions l'Union Européenne pourrait apporter un soutien au pays dans le cadre du DDR ».

Le 17 Février, le Ministre Yangongo a reçu une délégation venue de New York conduite par la Directrice Pays du PNUD Mme Anne Marie Clukers. Au centre de l'audience, la question d'une opération conjointe Gouvernement centrafricain avec la mission dans le cadre de la deuxième phase du DDR. Selon le Ministre Yangongo, « on a parlé des préparatifs de la 2<sup>ème</sup> phase des opérations du Désarmement et de la mission des amis de la RCA à New York. On a aussi parlé des opérations passées du DDR dans l'Ouham et l'Ouham-

Péndé. On prépare actuellement ces opérations dans le Centre-nord et le Nord-est. Il nous faut être franchement aidés, pas seulement théorique mais d'une aide pour nous amener à terminer ces opérations de Désarmement ».

Le 21 Février c'était au tour de la Représentante spéciale du Président de la Commission de l'Union Africaine en Centrafrique, Mme Hawa Hamed Youssouf d'être reçue par le Ministre Yangongo. Mme Youssouf était venue s'informer de l'évolution du processus du DDR et surtout de la stratégie de Réintégration et de la sécurité dans l'arrière-pays.

O.K

## BINUCA INFO

Une publication du Bureau Intégré des Nations Unies en Centrafrique

## Coordination :

Ousmane KABA

E-mail : [kaba@un.org](mailto:kaba@un.org)

Site web : [binuca.unmissions.org](http://binuca.unmissions.org)

## Rédacteurs :

Ousmane KABA

Gladis Teni ATINGA

Boris NGOUAGOUNI

Pierrette PADOUNZI

## Photos

Serge NYA-NANA

## ACTIVITES SNU

## UNESCO: Bientôt une Radio communautaire à Bria

**Une radio communautaire d'une couverture d'environ 75 km est en cours d'installation à Bria avec l'appui de l'UNESCO.**



*« Il est important qu'une Radio communautaire soit présente dans cette zone meurtrie par les conflits armés, elle sera un outil incontournable et indispensable pour consolider la paix et restaurer la confiance entre les communautés », a déclaré Mahamat Alabo, Chef d'Antenne de l'UNESCO en RCA. Il a sollicité l'implication de la population, des acteurs sociaux et les ONG nationales et internationales humanitaires présentes dans la zones (la Croix Rouge locale, Vitalité plus, l'Organisation des femmes centrafricaines (OFCA), JRS et IMC pour la réussite de ce projet. En procédant à la remise du matériel d'installation de cette radio à la communauté de Bria, le chef d'Antenne de à fait remarquer que l'installation de cette radio nécessite une collaboration tripartite entre l'Etat centrafricain, l'UNESCO et la population locale. Pour l'instant le gouvernement a affecté le bâtiment qui doit abriter la radio. De son côté l'UNESCO a apporté le matériel. « Pour vous la communauté, vous devriez contribuer à la réhabilitation du bâtiment », a expliqué le chef d'Antenne de l'UNESCO. Un comité de gestion provisoire a été mis en place, 20 personnes ont été recrutées comme journalistes et 7 autres comme techniciens.*

« Il est important qu'une Radio communautaire soit présente dans cette zone meurtrie par les conflits armés, elle sera un outil incontournable et indispensable pour consolider la paix et restaurer la confiance entre les communautés », a déclaré Mahamat Alabo, Chef d'Antenne de l'UNESCO en RCA. Il a sollicité l'implication

## UNFPA: Mise en œuvre du plan stratégique 2008-2013



**Un cadre d'échange et d'information sur le plan stratégique 2008-2013 de l'UNFPA en RCA a été organisé le 08 Février à Bangui.**

Cette rencontre qui a eu lieu en présence des diplomates onusiens et des autorités nationales a pour but de donner l'opportunité à tout un chacun de s'approprier du programme pour sa mise en œuvre. Selon la Représentante de UNFPA en RCA Mme Thérèse Zéba l'année 2012 reste l'année où il faut assoir tous les mécanismes de suivi, « UNFPA a procédé à une revue à mi-parcours de son plan stratégique et le document révisé a été soumis au Conseil d'Administration en Septembre et a été approuvé. Ce que nous venons de faire est le partage de ce document avec les partenaires nationaux qui constituent le cadre de collaboration de UNFPA avec les différents pays. L'ancien programme était très vaste, on avait beaucoup de résultats à atteindre et beaucoup de produits avec énormément de cibles. Le mandat de UNFPA étant très vaste, au niveau des pays, nous nous basons sur les besoins et priorités du pays. On peut avoir des programmes plus ciblés à la hauteur des ressources que nous avons afin de faire quelque chose de concrète et efficiente et qui tient compte du contexte du pays. Nous allons mettre l'accent sur le partenariat et sur une meilleure connaissance des partenaires intervenant dans telle ou telle région ».

## 20 millions de Dollars pour la 2ème tranche du Fonds de Consolidation de la paix en RCA



**Leaders jeunes de l'Ouham, l'Ouham-Pende, et de la Nana-Gribizi en formation par PBF**

**20 millions de Dollars US, c'est le montant alloué au titre de la deuxième tranche du Fonds de la Consolidation de la Paix en RCA couvrant 14 projets.**

Tel est l'objet de la réunion organisée le 16 Février par le Ministre intérimaire du Plan et de l'Economie M. Abdou Karim Meckassoua en présence de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique, Mme Margaret Vogt, Co-présidente du Comité de Pilotage du Fonds. Plusieurs points étaient à l'ordre du jour de cette rencontre, entre autres, faire le point sur les différents projets réalisés ou qui tardent à se mettre en œuvre d'ici l'échéance fixée au 30 Juin prochain avant d'envisager la troisième tranche du Fonds. Prenaient part les partenaires au développement, les représentants de la société civile et les Ministres du Plan, de la Justice, du DDR et des Affaires. et les exécutants de ces projets.

## ACTIVITES SNU

**PAM: « Assistance alimentaire sur ordonnance »**

« Assistance alimentaire sur ordonnance » est le nom du projet pilote lancé le 24 Février par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) à l'intention de plus de 24.000 personnes vivant avec le VIH/Sida en RCA pour une durée de 12 mois.



Sont concernées par ledit projet les personnes sous traitement antirétroviral dont les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes malnutries sous étiquette du Pro-

gramme de Transmission Parent Enfant. Ce programme sera mis en œuvre dans 4 sites qui sont l'Hôpital communautaire, l'Hôpital de l'Amitié, l'ONG Ami d'Afrique et l'ONG Groupe Espoir. Ce programme vise la réhabilitation nutritionnelle des personnes malnutries vivant avec le VIH/Sida à travers l'évaluation et le suivi régulier de leur état nutritionnel, la distribution d'un complément nutritionnel et l'éducation. Pour le Conseiller ré-

gional auprès du PAM Willy Mpoyi, « par le passé le PAM a apporté un appui alimentaire et nutritionnel aux personnes vivant avec le VIH et les personnes affectées sous forme de vivres et de ration sèche. Ce programme coûtant assez chère et avec le contexte de la crise internationale, les donateurs ont demandé la mise en œuvre de nouvelles approches plus efficaces et moins coûteuses ciblant les personnes les plus vulnérables ». Le projet est financé par l'Irlande et ONUSIDA pour un coût de 275.000 Dollars américain soit environ 134 million de francs CFA. Par la même occasion, le Conseiller régional du PAM a annoncé que cette institution onusienne appuiera le Ministère de la Santé à mener une étude sur l'état nutritionnel à vulnérabilité de toutes les personnes vivant avec le VIH/SIDA en Centrafrique. L'étude permettra de connaître les besoins réels au niveau national en la matière afin de proposer des recommandations cohérentes aux partenaires ». Les résultats du projet pourront déboucher sur son élargissement dans les autres structures sanitaires du pays.

**Revue finale du 6<sup>ème</sup> Programme de coopération RCA-UNFPA**


La réunion sur la revue finale du 6<sup>ème</sup> programme de coopération RCA-UNFPA 2007-2011 a clos ses travaux ce 17 Février dans la capitale centrafricaine.

Cette rencontre a été marquée par le lancement du 7<sup>ème</sup> Programme de coopération RCA-UNFPA 2012-2016. La clôture des travaux était présidé par le Ministère d'Etat au Plan ai, M. Abdou Karim Meckassoua. Selon la Représentante de UNFPA en RCA Mme Thérèse Zéba, « la finalité de cette réunion est de prendre connaissance du bilan de la mise en œuvre du programme en se focalisant sur les leçons apprises, les acteurs qui ont limité ou favorisé la réalisation des résultats afin d'en tenir compte dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du 7<sup>ème</sup> Programme 2012-2016. Le 6<sup>ème</sup> Programme s'est focalisé sur la promotion de l'accès universel aux informations et services de santé sexuelle et de la reproduction, la position et l'utilisation des données sociodémographiques pour la planification, le suivi et l'évaluation des politiques, plan et programmes de développement et la promotion de l'égalité et l'équité du Genre. Pour les prochaines années, afin de mieux structurer son assistance au pays et maximiser l'impact de ses actions en vue d'atteindre les résultats avec plus d'efficacité, UNFPA a révisé son plan stratégique et défini la voie à suivre ». Le Ministre Meckassoua a signifié que le bilan du 6<sup>ème</sup> Programme est positif.

**OCHA: Lancement du CAP 2012 par le Premier Ministre Faustin Archange Touadera**


Le Premier Ministre Faustin Archange Touadera a procédé le 17 Février au lancement officiel des activités du

**Processus d'Appel Consolidé (CAP) 2012.**

La cérémonie a eu lieu en présence des membres du Gouvernement, des Représentants des organismes internationaux et de la société civile. Pour le Représentant de l'OMS et Coordonnateur Humanitaire ai, « le processus CAP est un processus inclusif qui a permis à tous les acteurs Gouvernement, donateurs et organisations humanitaires d'évaluer les besoins humanitaires pour 2012 et de définir les stratégies communes pour une assistance coordonnée et efficace aux besoins des populations centrafricaines. Ce processus est aussi l'outil essentiel pour la communauté humanitaire pour attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation humanitaire en RCA et mobiliser des ressources auprès des donateurs. L'année dernière le CAP de la RCA a été financé à hauteur de 48 %, dans les mêmes proportions que celui de 2010 mais loin derrière le niveau de 2009 financé à 73 % et celui de 2008 à 90%. Le besoin humanitaire pour 2012 s'élève à plus de 134 million dollars US et devrait permettre d'apporter l'assistance humanitaire à près de 2 millions de personnes vulnérables y compris 172.000 personnes déplacées et 20.000 réfugiées ».

**Rassemblés par BN**
**Information Publique BINUCA**